



La politique de Macron, stop ou encore ?

3 premiers ministres en un an, 5 en 3 ans !

Depuis 2022, Macron n'a pas de majorité à l'Assemblée nationale. Ses premiers ministres successifs ont imposé leur politique avec des dizaines de 49-3. La retraite à 64 ans a été imposée contre l'avis de l'immense majorité des salariés et celui du parlement.

Aux élections de 2024, Macron a été battu. Depuis, il a nommé 3 premiers ministres en un an...pour faire la même politique !

Résultat : Lecornu démissionne. **Macron (environ 2/3 des personnes interrogées demandent sa démission) cherche de nouveau un « nouveau 1er ministre »...**

Lecornu n'entendait pas changer de politique : à part une **taxe ridicule sur le patrimoine financier** il voulait encore baisser des impôts sur les entreprises et faire **des coupes budgétaires de 35 à 40 milliards** sur les dépenses sociales (éducation, santé, aides sociales (allocations familiales, adulte handicapé, logement, bourses...), collectivités locales...).

Lecornu voulait aussi défiscaliser et baisser les cotisations sociales sur les heures supplémentaires c'est-à-dire inciter les salariés à « **travailler plus pour gagner plus** » et ce au détriment du budget de l'Etat et de la sécurité sociale !

Conclusion : Macron refuse toute mesure de rattrapage après des années de destruction sociale : **ni abrogation de la réforme des retraites, ni vrai impôt sur les ultra-riches, ni hausse des salaires**, des allocations et des pensions, mais de nouveaux sacrifices pour la population et les salariés !

Imposer une autre répartition des richesses, vite !

Les grandes entreprises (Total, LVMH...) reçoivent des aides considérables : au total **270 milliards par an**, 8 561 euros par seconde !

L'an dernier, la Cour des comptes chiffrait les **exonérations de cotisations sociales pour les patrons à plus de 80 milliards par an** (le déficit de la sécu était de 15 milliards).

Ces cadeaux creusent les déficits et la dette et sont le prétexte pour détruire la protection sociale et les services publics.

Sous prétexte de réduire le « trou » de la sécurité sociale (créé par les cadeaux aux patrons), **toutes les protections sociales sont attaquées (arrêt maladie, retraite, assurance chômage...)**

Pour alimenter les caisses de la sécurité sociale et de l'Etat (avec plus de cotisations et de rentrée fiscales), il faut mettre fin à toutes ces exonérations sans conditions, taxer les ultras riches. Il faut **créer des emplois dans les services publics, augmenter les salaires** (SMIC, point d'indice). Il faut aussi **mettre fin aux jours de carence** (public privé), rétablir la **retraite à 60 ans** et le remboursement sécu à 100%, permettre l'égalité salariale femmes / hommes.

Macron, ta politique on n'en veut pas !